

Le MR pousse l'Op en VLD à bloquer Bruxelles

Le blocage flamand est perçu comme un coup de communication.

C'est parti pour les négociations en Région bruxelloise. Manifestement en dépit du blocage annoncé jeudi par les états-majors Open VLD et CD&V qui s'opposent, pour l'heure, à entamer des négociations avec le FDF, partenaire des négociations francophones avec le PS et le CDH. Nous reviendrons sur le volet flamand de la constitution de la future majorité régionale. Arrêtons-nous d'abord sur la genèse de l'accord francophone. Pour rappel, celui-ci enterme littéralement le MR dans l'opposition.

PS-FDF-CDH. Comment en est-on arrivé à cette formule? Plusieurs facteurs sont à épingle. Dans le chef du MR d'abord. Nombre d'observateurs pointent plusieurs erreurs tactiques chez Charles Michel. De source FDF,

on indique que jamais le président du MR n'a lancé la moindre initiative à l'égard d'Olivier Maingain. Pas un contact postélectoral, pas un coup de téléphone. A la décharge du président du MR, il semble que le président du FDF avait décidé de faire payer à son homologue le divorce intervenu entre les deux en septembre 2011 suite à l'accord sur la réforme de l'Etat. Pourtant, d'un point de vue libéral, prendre langue avec son ancien partenaire de cartel avait un sens: dessiner un axe en mesure de contourner le PS contre lequel le MR avait fait campagne. Chez les libéraux, d'aucuns commencent d'ailleurs à s'interroger sur la stratégie du parti à l'égard du FDF. "Si on n'avait pas laissé partir le FDF, on serait sans doute premier parti à Bruxelles", estiment certains.

Deuxième erreur: celle d'un double langage à l'égard du CDH. "Pendant que le MR négociait avec Benoît Lutgen pour former une coalition de droite (donc sans le PS, Ndlr) au fédéral, il faisait de même avec le PS en Wallonie

pour nous exclure dans les régions", relate un humaniste. Quand Benoît Lutgen s'est rendu compte que le MR voulait l'envoyer dans l'opposition en Wallonie et à Bruxelles, il s'est naturellement tourné vers le PS pour assurer sa participation au pouvoir. D'où la conférence de presse de jeudi. Il faut dire que le PS, dont on dit qu'il a prévenu Lutgen des manœuvres libérales, avait tout à y gagner. Di Rupo voyait le 16 lui échapper et dès avant la campagne, le PS avait annoncé sa préférence pour des gouvernements régionaux sans le MR. A Bruxelles, le FDF, à l'idéologie centriste affichée, offrait l'appoint rêvé pour former une confortable majorité francophone au Parlement régional (42 sièges sur 72).

Open VLD et SP.A négociant

Ne sachant pas ce qui allait se passer au fédéral, le PS a choisi d'assurer ses arrières dans les régions avec des partenaires de plus petit format que le MR. Cela fait moins de postes à donner. Dans le gouvernement bruxellois, le PS obtient au minimum la ministre-prési-

dence, deux secrétaires d'Etat et la présidence du Parlement régional dont le fauteuil n'attend plus que Charles Picqué. FDF et CDH devant hériter d'un ministère chacun.

Ce joli scénario allait rapidement être mis à mal par l'Open VLD et le CD&V. On ne parle pas ici de leurs représentants bruxellois mais bien de leurs états-majors. Porteur d'un accord tripartite Open VLD, SP.A, CD&V, Guy Vanhengel, formateur néerlandophone bruxellois fut le premier surpris de voir ainsi Open VLD (son propre parti) et CD&V bloquer le processus en pointant des risques d'incompatibilité avec le FDF. Ce faisant, les deux partis flamands minaient l'institution bruxelloise où chaque communauté linguistique choisit ses partenaires de majorité avant de les rassembler pour boucler la coalition régionale. Pour rappel, le système bruxellois exige un gouvernement basé sur une majorité au Parlement ainsi qu'une majorité dans chaque groupe linguistique. Blocage donc.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, Guy Vanhengel, court-circuité par son pro-

pre parti, publiait ceci sur Facebook: "02.45. Ma journée de politique belge surréaliste s'achève enfin. On peut dire qu'elle a gâché ma soirée... Toute déclaration est une déclaration de trop. Je n'aime pas les chamailleries insensées. Elles ne profitent à personne. Mais ce n'est rien, la semaine prochaine je répondrai patiemment, franchement et librement à toutes les questions."

Le MR et le veto libéral

Il n'empêche, le formateur libéral rencontré dès hier Pascal Smet, dont le parti, le SP.A, a tout de suite indiqué qu'une négociation avec le FDF ne posait pas de problème. Côté francophone, on insiste sur le fait que la révision de la représentation garantie des néerlandophones en Région bruxelloise réclamée par le FDF dans son programme est impossible au niveau régional. C'est du ressort fédéral et cela ne se retrou-

vera pas dans l'accord du gouvernement à venir a assuré Laurette Onkelinx, le formateur PS.

Dans le même temps, le MR table sur le blocage bruxellois et l'impossibilité de trouver une majorité néerlandophone. Il est en contact avec l'Open VLD, confirment plusieurs sources. Objectif: amener les libéraux néerlandophones à maintenir leur veto à l'égard du FDF et exclure Olivier Maingain des négociations bruxelloises. Tant au PS qu'au FDF et au CDH, on estime que la posture de l'Open VLD et du CD&V relève de la communication et ne tiendra pas indéfiniment. Ils y voient surtout une façon de marquer le coup en Flandre où le FDF est le diable incarné. En attendant, la formation du gouvernement bruxellois est bel et bien bloquée.

Mathieu Colley

Épinglé

En 1989, le gouvernement Picqué réunissait le FDF, CVP et la Volksunie

On s'interroge sur le veto néerlandophone quant au FDF. Tant les sociaux-chrétiens que les libéraux néerlandophones ont en effet déjà gouverné Bruxelles avec le FDF. Dès la création de la Région de Bruxelles-Capitale, c'est un attelage PS-FDF-PSC côté francophone et SP-CVP-Volksunie qui est entré en fonction sous la direction de Charles Picqué. Le FDF a donc conclu des accords avec les nationalistes de la Volksunie dont est issue la N-VA. Le FDF était alors indépendant du parti libéral qui allait rentrer dans le gouvernement suivant (Picqué II) dont le FDF fut exclu. En 1999, les élections régionales marquèrent le retour du FDF aux affaires sous l'égide du ministre-président libéral Jacques Simonet. Le CVP (devenu CD&V) et le VLD étaient également de la partie. En 2004, le FDF, en cartel avec les libéraux depuis le milieu des années 1990 était jeté dans l'opposition. Les élections régionales de 2009 ont reconduit une majorité de type Olivier, donc toujours sans les libéraux et les amarantes. **M. Co.**